

**Entretien avec Vice-président du Rassemblement National, Député européen  
Jordan Bardella:**

**1) Où en est la liberté d'expression à l'heure actuelle en France, est-elle toujours au même niveau comme avant les attaques terroristes, ou bien est-elle affectée d'une manière ou d'une autre, par les répercussions de tout ce qui se passe ?**

Jordan Bardella : Je suis très inquiet pour la liberté d'expression en France. Cette question est pourtant fondamentale pour notre pays, elle fait partie de notre identité, de notre culture, de notre art de vivre à la française. La France a longtemps été une référence dans le monde pour sa liberté d'expression, elle était un refuge pour les libres penseurs attaqués et persécutés. Les Français se sont rendus compte ces dernières années que ce n'était pas un acquis, que défendre la liberté d'expression était un combat sans relâche à mener. Sa remise en cause vient du gouvernement français, qui tente depuis des années de faire passer une loi visant à restreindre la liberté d'expression sur Internet. Elle vient également des GAFA, qui chaque jour un peu plus restreignent la libre parole selon leurs propres standards et leurs propres règles. Mais la menace la plus prégnante vient bien entendu de l'islamisme. J'ai dit récemment que les frères Kouachi, qui ont commis l'attentat de Charlie Hebdo en 2015, avaient gagné. Une phrase terrible que j'aurais aimé ne jamais prononcer. Plus personne n'ose désormais, par peur, publier ces caricatures. C'est l'objectif du terrorisme, terrifier, contraindre à l'autocensure : je suis réaliste et je constate qu'ils y sont malheureusement parvenus. Aujourd'hui, en France, des lycéennes comme la jeune Mila qui avait critiqué la religion sur les réseaux sociaux, des intellectuels, des journalistes comme Zineb El Rhazoui, sont contraints de vivre sous protection policière permanente. Ces caricatures, cette critique de la religion, personne n'est obligé d'y souscrire. Personne n'est obligé de trouver les caricatures drôles, les trouver formidables n'est pas une obligation. On peut les trouver choquantes à titre personnel. Mais être libre de son expression, c'est nécessairement mécontenter certaines personnes, scandaliser, choquer. Et ceux qui le sont peuvent répondre en exerçant eux-mêmes cette liberté d'expression. S'il devient interdit de choquer, interdit de heurter telle ou telle sensibilité, par la loi ou par la terreur, alors on vide de sa substance la liberté d'expression et elle n'existe plus. Vos lecteurs doivent savoir que l'islam n'était d'ailleurs pas la seule religion caricaturée par Charlie Hebdo : la religion catholique a également, et même probablement davantage encore, été caricaturée dans ce

journal. Ceux qui, dans le monde musulman, ont appelé au boycott de la France voire ont appelé à attaquer notre pays doivent le comprendre : en France, la liberté d'expression n'est pas négociable et les Français y sont extrêmement attachés.

**2) La dernière caricature de Charlie Hebdo était-elle à l'origine de cette série d'attentats terroristes en Europe, ou vous pensez qu'il y a d'autres causes qui ont mené à cela ? Et qui est derrière cette situation et pense en tirer profit ?**

Jordan Bardella : La liberté d'expression est une préoccupation majeure, mais effectivement, les actes de terrorisme islamiste que subit la France ne se résument pas à cette question, ce n'est même qu'un prétexte. Tout comme sont des prétextes les guerres menées à l'étranger ou le passé colonial de la France, qui sont souvent évoqués par certains pour « expliquer » les attentats. Toutes ces excuses sont fausses et dangereuses, car elles culpabilisent ceux qui sont visés. L'attentat qui a touché Vienne il y a quelques jours le démontre : les caricatures ne provenaient pas d'Autriche, ce pays n'a pas de passé colonial et ne mène aucune guerre à l'extérieur. Alors pourquoi l'Autriche a-t-elle été visée ? La réalité est que les islamistes s'en prennent à nous car ils nous haïssent : ils détestent ce que nous sommes, notre civilisation, nos valeurs, notre mode de vie, notre liberté. Ils ne veulent pas seulement nous empêcher de nous exprimer librement, ils veulent notre destruction. Avant que ne survienne l'attentat visant Samuel Paty, ce professeur d'histoire géographie qui n'avait fait que son travail en dispensant un cours sur la liberté d'expression, Emmanuel Macron avait présenté un projet de lutte contre ce qu'il a appelé le « séparatisme ». Mais ce terme est déjà dépassé. Les islamistes ne visent pas seulement à vivre entre eux selon leurs règles, ils veulent les imposer à toute notre société. Leur objectif n'est pas simplement de constituer des contre-sociétés au sein des sociétés européennes, sur quelques territoires, mais de conquérir, de soumettre les Nations européennes. Ne pas comprendre cela, ou refuser de le voir, c'est se condamner à échouer face à la menace.

**3) Suite à ces incidents, le ministre de l'Intérieur a ordonné la fermeture de quelques mosquées dans l'Hexagone. A` votre avis, quelles seront les mesures supplémentaires à` prendre, sans provoquer un sentiment d'une "certaine discrimination" envers les musulmans ?**

Jordan Bardella : Nous ne confondons pas les islamistes, qui sont nos ennemis, qui nous ont déclaré la guerre et contre lesquels il faut être impitoyable, et ceux qui vivent leur foi au quotidien et ne posent pas de problème. Un certain nombre de pays musulmans, donc peu susceptibles de vouloir « discriminer les musulmans », ont mené des politiques extrêmement fermes à l'égard de l'islamisme. C'est par exemple le cas de la Tunisie qui, suite à l'attentat de Sousse en 2015, a fermé 80 mosquées salafistes en une seule semaine. Malgré la multiplication des attentats islamistes en France, les gouvernements français successifs sont restés beaucoup trop hésitants. Quelques mosquées, que l'on peut compter sur les doigts de la main, ont été fermées, et ce seulement temporairement, alors que plusieurs centaines posent problème sur notre territoire. Nous devrions expulser tous les étrangers fichés pour islamisme, déchoir de leur nationalité française et expulser les binationaux qui ont un lien, de près ou de loin, avec cette idéologie. Ceux qui ont uniquement la nationalité française devraient être condamnés pour le crime d'intelligence avec l'ennemi, ce que permet notre législation. Le gouvernement a annoncé la dissolution de quelques associations : c'est une bonne chose, mais il faut aller plus loin et dissoudre toutes les associations liées à l'islamisme qui propagent cette idéologie, qui font de l'agitation anti-française, qui mènent une guérilla permanente, un véritable djihad judiciaire, contre notre République et nos lois. Certains responsables politiques, locaux comme nationaux, doivent aussi cesser leurs compromissions par intérêt électoral avec l'islamisme. Cela va bien au-delà du terrorisme : les islamistes profitent de chacune de nos faiblesses pour s'engouffrer dans notre société. Marine Le Pen et le Rassemblement National alertent depuis des années sur ces questions. Les faits nous ont donné raison et les Français reconnaissent notre lucidité et notre constance. Nous ne faiblirons pas. Nous avons la volonté d'arriver aux responsabilités et d'agir pour protéger les Français de ce danger mortel pour notre pays.

**4) En ce qui concerne la situation libanaise, le président Macron et au terme de sa visite à Beyrouth, avait présenté une initiative pour sauver le pays des cèdres. Mais, en même temps, vous avez critiqué cette visite et estimé que "le one-man show arrogant et moralisateur auquel s'est livré Emmanuel Macron à Beyrouth, est indécent."**

**Alors que les libanais en général, ont apprécié cette visite et cette initiative à laquelle ils restent attachés pour former un nouveau gouvernement, sinon ils seront les premiers à en payer le prix. Mais après ces deux mois écoulés, cette initiative est-elle toujours en vie et pourra-t-elle porter les fruits espérés, malgré l'idée du "partage du gâteau" entre les partis politiques, qui sont toujours présents sur la scène politique libanaise ?**

Jordan Bardella : La France et le Liban, on le sait, partagent une relation historique et culturelle particulièrement forte. De ce point de vue, l'initiative d'Emmanuel Macron visant à faire entendre la voix de la France et à mettre une proposition sur la table pour répondre aux aspirations des citoyens libanais était une bonne chose. Il m'a en revanche simplement semblé qu'il n'était pas nécessaire de donner à cet acte diplomatique des allures aussi démonstratives et spectaculaires.

Aujourd'hui, c'est l'instabilité et l'incertitude qui empêchent malheureusement le pays tout entier de trouver une porte de sortie. De ce point de vue, je ne crois pas que les pressions extérieures soient bénéfiques : je pense notamment aux sanctions infligées par les États-Unis à diverses personnalités politiques libanaises. Ces mesures ne font en réalité que jeter de l'huile sur le feu et attisent les dissensions internes. Je souhaite par ailleurs au Liban que cette transition politique attendue depuis de longs mois puisse se réaliser prochainement afin de couper court aux appétits de certaines puissances régionales. On sait en effet que la Turquie d'Erdogan joue un jeu intéressé dans le nord du pays, en finançant directement de nombreux projets et en s'adressant tout particulièrement aux Libanais turkmènes ou d'origine turque. Il me semble que la fin des ingérences étrangères est une aspiration forte des Libanais qui ont protesté dans les rues de Beyrouth.

Face à la crise sanitaire et économique, et à la suite des drames qui ont frappé le Liban, les élites du pays ont bien compris que toute une partie de la population n'accepterait plus le *statu quo* et la continuation d'un système politique qui a échoué. Je reste donc convaincu de la nécessité de ces changements, ne serait-ce que pour donner envie à la jeunesse libanaise de rester au pays et de travailler à lui offrir un nouvel avenir.

**Par Maya Eid**  
**Journaliste à LBCI**